

FINANCES

# Le Congo attend plus de 800 millions de dollars des partenaires



Le siège du ministère des Finances/Adiac

Le Congo va recevoir des appuis budgétaires des partenaires bilatéraux et multilatéraux d'un montant de 823,8 millions de dollars, selon le ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, Rigobert Roger Andely.

Dans le cadre du programme de facilité élargie de crédit, le pays devrait bénéficier d'une subvention de 450 millions de dollars du Fonds monétaire international. Les financements de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement sont fixés respectivement à 210 et 100 millions de dollars. La France, quant à elle, apportera au Congo 63,8 millions de dollars.

Page 3

ROUTE NATIONALE N° 1

## Un groupement de la force publique va assurer la sécurité routière

Les gendarmes et les pompiers vont désormais assurer la sécurité sur la route nationale n° 1 en appui de La Congolaise des routes (LCR), principal gestionnaire du réseau routier au Congo. Ce groupement de sécurité routière qui attend sa mise en place se propose de lutter contre les accidents de la circulation.

« Les missions du groupement consistent à assurer,

entre autres, la police de la circulation en interdisant en particulier les contrôles intempestifs et la collecte de péages autres que ceux établis par LCR, la protection des personnes et des biens, le secours et l'assistance, la lutte contre la criminalité et le contrôle des voies parallèles aux péages », indique un communiqué.

Page 4



Le poste de péage de Moukondo/DR

CHU DE BRAZZAVILLE

## Les autorités se préoccupent de la qualité des services



Les participants au lancement du projet

Un projet d'évaluation de la qualité des services au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville a été lancé le 20 mai, en partenariat avec le ministère du Contrôle d'Etat, chargé de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaieurs. L'initiative vise à garantir aux malades et autres usagers une satisfaction à travers l'accueil et la communication hospitalière de qualité, implémenter la démarche qualité afin de contribuer à l'amélioration de l'image du plus grand centre sanitaire du pays.

Page 6

LÉGISLATIVES 2022

## L'Upads investit 45 candidats



L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a investi quarante-cinq candidats dans neuf départements du Congo au titre des élections législatives des 4 et 10 juillet prochains. Elle veut ratisser large lors de ces consultations.

Certains candidats ont été positionnés à Ouessou et Sembé dans la Sangha, à Mbon dans les Plateaux et à Ignié dans le Pool. A Brazzaville, l'Upads a choisi la deuxième circonscription électorale de Mfilou.

Page 3

## ÉDITORIAL

## Intégration

L'Afrique rêve de devenir un espace dans lequel sa population circule librement à travers ses frontières. Cette préconisation des pères des indépendances datant du début des années 1960 a été reprise en chœur par leurs successeurs à la tête d'États désormais libres.

Depuis, en dépit des difficultés de parcours, l'intégration africaine suit son cours. Dans cet esprit se construisent les ensembles sous-régionaux à partir desquels les pays membres se projettent vers ce grand marché commun dont les bases sont posées dans le cadre de la zone de libre-échange continentale.

Une chose est donc de considérer cette ambition réalisable, une autre est de se poser la question de savoir si les peuples et les sociétés civiles sont préparés et suffisamment informés des défis qui jalonnent le chemin de l'intégration. Il semble, en effet, que sur ce sujet, un travail colossal de communication reste encore à faire pour ne pas laisser la suspicion prendre les devants.

Deux exemples pour étayer ce propos: le projet du pont route-rail reliant Brazzaville et Kinshasa, sur le fleuve Congo, a ses détracteurs convaincus qu'il enrichira une partie au détriment de l'autre. Quant aux accords conclus récemment par le Rwanda et le Congo-Brazzaville sur des concessions agricoles, ils font réagir politiques et organisations non gouvernementales.

Au-delà des prises de position des uns et des autres dont il importe d'accorder le bénéfice de la légitimité, la question fondamentale ne réside-t-elle pas dans l'adhésion de l'Africain à cet ambitieux projet? L'intégration africaine envisagée comme une opportunité de prospérité est-elle faisable sans quelque entorse à cette très sensible corde « nationalitaire » qui nous lacère tous?

Les Dépêches de Brazzaville

## LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

## La CEEAC témoigne du bon déroulement du processus préélectoral

Une mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), conduite par Mangaral Banté, a échangé le 20 mai à Brazzaville avec le Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo que préside Marius Mouambenga, pour s'enquérir du niveau des préparatifs des élections de juillet prochain. Ayant constaté des avancées



Marius Mouambenga échantonnant avec la délégation de la CEEAC/Adiac

La CEEAC, conformément à ses prérogatives, a voulu se rassurer auprès du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo du niveau d'avancement du processus préélectoral, à un mois et demi des échéances législatives et locales de juillet.

« Avec le commissaire général du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, nous avons débattu des élections législatives et locales qui profilent au Congo. Nous avons voulu nous enquérir de l'état d'avancement des préparatifs en cours, mais aussi du climat et de l'ambiance qui prévalent à l'orée de ces échéances électorales », a indiqué Bangaral Banté.

A cet effet, Marius Mouambénga lui a briefé avec détails toutes les étapes qui accompagnent le processus préélectoral depuis son commencement à ce jour. En gros, le commissaire général du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo a souligné à la délégation

de la CEEAC que le processus préélectoral suit son cours normalement et sans heurts. Il leur a précisé, en plus, qu'à ce jour, l'heure est à la campagne de dépôt de candidatures.

« D'après le Comité de suivi, qui suit attentivement son évolution, le processus préélectoral se déroule normalement et sans ambages, et nous en sommes satisfaits. Pour ces élections, la CEEAC va déployer une vingtaine d'observateurs électoraux à travers le Congo, pour suivre le déroulement du vote, comme elle l'avait fait lors de l'élection présidentielle de 2021 », a renchéri Mangaral Banté.

Le Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo a, entre autres, missions de veiller au bon déroulement du scrutin. Lors de l'élection présidentielle de 2016, elle avait déployé 362 observateurs électoraux sur le terrain. Elle a joué aussi un rôle remarquable lors de la présidentielle de l'année dernière.

Firmin Oyé

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ognagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

## L'Upads investit 45 candidats

L'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) a investi 45 candidats sur les 151 circonscriptions électorales que compte le pays, notamment dans neuf départements, pour les élections législatives des 4 et 10 juillet prochains.



Le premier secrétaire de l'Upads, Pascal Tsaty-Mabiala, entouré des membres du bureau/Adiac

Si elle a reconduit l'ensemble de ses députés sortants dans leurs circonscriptions respectives, l'Upads veut ratisser large lors des prochaines élections législatives en positionnant des candidats dans plusieurs départements dont ceux de la partie septentrionale du Congo.

C'est le cas de Ouessou I et II ainsi qu'à Sembé, dans la Sangha; Mbon, dans le département des Plateaux. A Brazzaville, l'ancien parti au pouvoir a choisi la deuxième circonscription électorale de Mfilou, le septième arrondissement. Dans le département du Pool, l'Upads présentera un candidat à Ignié.

Le parti de l'ancien président Pascal Lissouba sera, cependant, plus présent dans la partie sud du pays où il a investi quatorze candidats dans le Niari dont les sortants Jérémie Lissouba à Dolisie I et Honoré Sayi à Do-

lisie II, Alain Pascal Leyinda à Mayo-ko. On note également la candidature des jeunes comme Benjamin Ngoma à Mossendjo I, Sidoine Giscard Madoulou à Moutamba et Sidoine Romaric Moukougou à Divenié.

Sur les quinze candidats retenus par l'Upads dans la Bouenza, on signale le retour de son premier secrétaire, Pascal Tsaty-Mabiala, à Loudima. Victor Tamba-Tamba, qui a réintégré le parti récemment, sera candidat à Kingoué. Dans la Lékoumou, le parti socle de l'opposition aura cinq candidats dont le sortant Adrien Tsoumou-Moukassa, à Bambama.

Le parti positionnera par contre six couples à Pointe-Noire, notamment à Lumumba I et II ; Tié-Tié II ; Loandjili II ; Mvoumvou II et Ngoyo. L'Upads a, enfin, choisi la deuxième circonscription électorale de Mvouti pour présenter Barthélémy Mbouyou.

Parfait Wilfried Douniama

## APPUI BUDGÉTAIRE

## Le Congo attend 823,8 millions de dollars de ses partenaires

Le succès de la première revue du programme triennal avec le Fonds monétaire international (FMI) a permis à la République du Congo de renouer avec ses principaux partenaires. Outre le crédit de 450 millions de dollars ordonné par le FMI, le pays va bénéficier de nouveaux financements de 210 millions de dollars de la Banque mondiale, de 100 millions de dollars de la Banque africaine de développement (BAD) et 63,8 millions de dollars de la France.

L'état des lieux de la coopération financière du Congo avec ses partenaires au développement a été dressé, le 19 mai à Brazzaville, par le ministre des Finances, Rigobert Roger Andely, lors de la cérémonie de signature de trois accords de financement d'un montant de vingt-cinq millions de dollars (16,5 milliards FCFA) avec la délégation de

crédit de 450 millions de dollars (279,2 milliards FCFA) sur trois ans. Suite à la première revue du programme tenue du 31 mars au 18 avril, le gouvernement percevra un deuxième décaissement de fonds dès le mois de juin, après le premier décaissement intervenu en janvier dernier.

La Banque mondiale a promis une enveloppe de 210 millions de dollars pour trois ans. Le dossier de cet appui budgétaire, à en croire le ministre des Finances, est en phase de validation et les premiers versements sont attendus pour le second semestre de cette année. Lors des prochaines assemblées générales de la BAD, le gouvernement entend accélérer les négociations sur le versement de crédit de 100 millions de dollars (62 milliards FCFA).

Enfin, le pays vient de signer avec la France pour 60,5 millions d'euros (39,6 milliards FCFA) un accord de prêt au taux concessionnel. Les deux parties poursuivent les négociations et au plus tard le 30 juin, le dossier devra être validé par le conseil d'administration de l'Agence française de développement, avant le premier décaissement de la première tranche d'un montant de 30 millions d'euros. « Pour l'Union européenne, la France, la Banque mondiale et la BAD, tous les décaissements étaient conditionnés par la fameuse première revue avec le FMI », a conclu Rigobert Roger Andely.

Fiacre Kombo

**« Pour l'Union européenne, la France, la Banque mondiale et la BAD, tous les décaissements étaient conditionnés par la fameuse première revue avec le FMI »**

l'Union européenne. Une activité qui consacre la poursuite de la normalisation des relations entre le gouvernement et les partenaires bilatéraux et multilatéraux, dont l'apport est « capital » dans le redressement de l'économie congolaise.

Des appuis budgétaires sont prévus dans le cadre de l'exécution du programme de réformes macroéconomiques conclu avec le FMI, le 21 janvier dernier, grâce à une facilité élargie de

## LE FAIT DU JOUR

## Populaire ?

Alors qu'approche à grands pas l'ouverture de la campagne électorale en vue des scrutins de juillet, le temps est venu pour les candidats de tester le terrain. Et voir si dans les circonscriptions qu'ils ambitionnent de conquérir ou reconquérir leur image passe; si l'investiture obtenue de leur formation politique ou l'aventure individuelle qu'ils tentent a une chance d'être couronnée de succès.

Les ayant vus à l'oeuvre dans les précédents mandats, les électeurs seront assurément

exigeants à l'égard des députés sortants. Peut-être que cette fois, au lieu de promettre monts et merveilles à leurs mandants, ces derniers mèneront une campagne moins prétentieuse et se contenteront d'expliquer à la population le rôle du député ou du conseiller municipal à l'assemblée nationale et dans les assises locales.

Car en face d'eux, forcément se trouveront des concurrents qui ne manqueront pas d'arguments pour séduire les potentiels électeurs. Les discours entendus ces derniers temps, parmi les adversaires des dé-

putés-candidats, mettent en avant les mots « changement », « rassemblement » et « unité ». Un reproche de n'avoir pas oeuvré à l'accomplissement de leurs devoirs les cinq dernières années.

Une chose est sûre, le grief exprimé envers certains élus est de ne pas revenir dans la circonscription électorale une fois leur siège gagné. Et quand arrive le moment de la compétition, de revenir avec un tas de promesses dont la concrétisation a souvent posé problème. À cette démarche héritée de trois décennies d'expérience

démocratique, les électeurs sont désormais durs d'oreille, et tentés de désertier les urnes.

Ceci dit, les Congolais ne remettent pas en question le principe fondamental du recours au souverain primaire pour élire les hommes et les femmes capables de porter leurs espoirs en vue de l'amélioration de leur quotidien. Alors chers candidats, faites preuve d'innovation dans votre rapport au mandat du peuple dont vous bénéficiez. Vous n'en serez que fortement récompensés.

Gankama N'Siah

## ROUTE NATIONALE 1

## Déploiement annoncé de la sécurité routière sur le réseau

Le Groupement de sécurité routière (GSR), constitué de gendarmes et de pompiers, sera déployé dès juin tout au long de la Route nationale 1, pour appuyer La Congolaise des routes (LCR), gestionnaire du réseau routier, à lutter contre les accidents de la circulation.

Identifiables par un insigne dédié, les membres du GSR bénéficieront d'un soutien logistique de LCR pour leurs activités de terrain, conformément à un protocole de coopération conclu en septembre 2019, notamment la mise à disposition de casernements, des véhicules d'intervention, des motos, d'une ambulance plus du matériel spécifique leur permettant d'assurer au mieux les missions.

« Les missions du groupement consistent à assurer la police de la circulation en interdisant en particulier les contrôles intempestifs et la collecte de péages autres que ceux établis par LCR ; la protection des personnes, des biens et de l'environnement ; le secours et l'assistance ; la lutte contre la criminalité ; tous autres services tels que le contrôle des voies parallèles aux péages et l'information et l'éducation des usagers », précise l'entreprise concessionnaire dans un récent communiqué.

Selon LCR, le groupement qui va monter en puissance pro-



Le poste de péage de Moukondo/DR

gressivement dans les années à venir en termes de capacité d'intervention va contribuer au renforcement de la sécurité sur cette route d'environ 535 km entre Pointe-Noire et Braz-

zaville. L'opération de sécurisation de la route vient s'ajouter à d'autres initiatives menées au

cours de ces derniers mois par LCR, dont les principales sont le renforcement de la signalisation des zones les plus dangereuses, la rehausse des parapets dans le Mayombe et le maintien des caractéristiques de la chaussée en bon état par le renouvellement de la chaussée.

En février dernier, LCR a lancé les travaux d'entretien routier sur le tronçon Hinda-Dolisie, dans le Mayombe réputé pour son massif montagneux au relief très tourmenté. Elle projette de réaliser dans les semaines à venir des travaux de renouvellement sur le tronçon Mindouli-Yié. Lesdites interventions font partie d'un programme nommé « Gros entretien » que mène la société concessionnaire sur le plus important réseau routier du pays.

Ces initiatives visant à garantir les meilleures conditions de circulation et la sécurité des usagers, précise LCR, s'inscrivent dans le cadre de la mise en concession de la Nationale 1, un partenariat public privé entre l'État congolais et la société LCR.

Fiacre Kombo

**« Les missions du groupement consistent à assurer la police de la circulation en interdisant en particulier les contrôles intempestifs et la collecte de péages autres que ceux établis par LCR ; la protection des personnes, des biens et de l'environnement ; le secours et l'assistance ; la lutte contre la criminalité ; tous autres services tels que le contrôle des voies parallèles aux péages et l'information et l'éducation des usagers »,**

## DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

## Soutenir les initiatives locales pour accroître la production nationale

La République du Congo a accueilli ces dernières années de nombreux acteurs privés exerçant les activités agricoles durables, comme Agri ressources Congo, une filiale d'Agri ressources group, la branche agricole de Monaco ressources group. Cette initiative et tant d'autres ont été exposées, les 5 et 6 mai à Casablanca (Maroc), lors des rencontres économiques « Congo, terre d'opportunités ».

Le développement agricole reste un véritable chantier pour le Congo, qui dépend en grande partie des exportations alimentaires représentant 600 milliards FCFA par an. Sur les dix millions d'hectares de terres arables que compte le pays, à peine 2% sont exploités. Le gouvernement congolais tente, depuis quelques années, de mettre en place une politique visant à attirer des investisseurs dans ce secteur à fort potentiel économique, sans compter les initiatives privées.

Installé à Dolisie depuis 2016 où elle a investi dans la production locale de céréales (riz et maïs) et de produits maraîchers (chou, poivron, oignon vert, piment, oignon), Agri Ressources Congo fait partie de ces acteurs qui contribuent à l'amélioration des systèmes agricoles du pays. La filiale d'Agri Ressources Group, qui a produit plus de vingt tonnes de légumes au cours du dernier trimestre 2021, adopte une approche plaçant les producteurs locaux au centre de son écosystème.

L'arrivée du groupe a permis de promouvoir une nouvelle dynamique socio-économique dans la localité grâce à son soutien aux producteurs locaux, a estimé Chancel Moutsinga, l'un des responsables d'Agri Ressources Congo. Les investissements dans des systèmes de soutien et de formation des communautés font partie de la stratégie du groupe, a ajouté le président

directeur général d'Agri Ressources Group, Frédéric Dalmasia. « Nous mettons en place des formations agronomique, environnementale et commerciale, qui visent à aider nos employés et les agriculteurs locaux à développer leurs compétences, augmenter leurs revenus et préparer le leadership de demain », a-t-il assuré.

Agri Ressources Congo termine actuellement la construction d'une chambre froide qui lui permettra de stocker à terme près de 500 tonnes de légumes frais destinés aux marchés du pays. Une fois mise en service, la chambre froide profitera aux agriculteurs de Dolisie, tout en contribuant à améliorer la conservation et la qualité des produits qui seront mis sur les marchés.

Il faut rappeler que les rencontres économiques « Congo, terre d'opportunités » au Maroc, initiées par le ministre de la Coopération internationale et du Partenariat public-privé, Denis Christel Sassou-Nguesso, ont été une occasion pour le pays de promouvoir son potentiel agricole aux différents investisseurs. Bien que la cible principale de ces rencontres demeure les nouveaux investisseurs, l'accent a également été mis sur le renforcement des chaînes de valeurs agricoles du pays, et sur la montée en puissance des produits « made in Congo ».

F.K.

Maître Robeckson Ludovic MOSSILLAPOSSA, Avocat à la Cour, Barreau de Brazzaville, Cabinet sis 95, rue Loango, au bord de Madoukou-Tsékelé, Poto-Poto, Brazzaville, République du Congo

## VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR

En l'audience des saisies immobilières du Tribunal de Grande Instance de Brazzaville, Palais de justice de Brazzaville, salle ordinaire desdites audiences, le 11 juin 2022, à 9 heures ;

On fait savoir à tous ceux à qu'il appartiendra ;

Qu'en vertu de la grosse en bonne et due forme exécutoire d'une ordonnance d'injonction de payer, répertoriée n° 183, rendue par monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Brazzaville en date du 04 août 2020, régulièrement signifiée le 02 septembre 2020 et d'un certificat de non opposition établi en date du 12 octobre 2020 par monsieur le greffier en chef du Tribunal de Commerce de Brazzaville, sous le numéro 036/GC/TCB ;

Et par suite d'un commandement aux fins de saisie immobilière de Maître Jean Roger BEKABIHOULA, huissier de justice en la résidence de Brazzaville, en date du 25 novembre 2021, enregistré et publié le 20 janvier 2022 à la Conservation des hypothèques et de la propriété foncière de Brazzaville, extrait n°7797 ;

Et aux requêtes, poursuites et diligences de :

La SOCIETE GENERALE CONGO, en sigle SGC, société anonyme avec conseil d'administration au capital de 11.860.000.000 FCFA, RCCM : CG-BZV-01-2011-B-14-0007, siège social : Avenue Amilcar CABRAL, centre-ville, BP : 598, Brazzaville, République du Congo, prise en la personne de son Directeur Général, monsieur Alain CALMELS, créancière poursuivant, Ayant pour Avocat, Maître Robeckson Ludovic MOSSILLAPOSSA, Avocat à la Cour, Barreau de Brazzaville, Cabinet sis à l'adresse ci-haut indiquée ;

En présence ou lui dûment appelé Monsieur OGNAMY Maurice Elly Bruno, de nationalité congolaise, commerçant, consultant-administrateur de société, Directeur à Univers Voyages, domicilié 2241, rue Bangou, quartier Plateau des 15 ans, arrondissement 4 Moundali, Brazzaville, débiteur saisi ;

Il sera procédé, le samedi 11 juin 2022, à 9 heures, en l'audience de la chambre des saisies immobilières du

Tribunal de Grande Instance de Brazzaville, siégeant au Palais de justice de Brazzaville, salle ordinaire desdites audiences, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de l'immeuble dont la désignation suit :

Propriété non bâtie, sise à Brazzaville, arrondissement n°1 Makélékélé, quartier Mbouono, cadastrée : section AB, bloc, parcelle 4, d'une superficie de 2000 m<sup>2</sup>, objet du titre de propriété n°21366, délivré par la direction de la conservation des hypothèques et de la propriété foncière.

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges dressé par Maître Robeckson Ludovic MOSSILLAPOSSA, et déposé au greffe du tribunal de grande instance de Brazzaville, les enchères seront reçues par ministère d'avocat poursuivant, sur mise à prix fixée par la poursuivante à la somme de QUINZE MILLIONS (15.000.000) FCFA, à payer comptant ou huit jours après signature de l'acte d'adjudication. On ne peut porter des enchères qu'après avoir consignation de 15.000.000 FCFA entre les mains de Maître Robeckson Ludovic MOSSILLAPOSSA avant la date d'adjudication.

S'adresser, pour tous renseignements :

1° A Maître Robeckson Ludovic MOSSILLAPOSSA, Avocat poursuivant, Cabinet sis 95, rue Loango, au bord de Madoukou-Tsékelé, Poto-Poto, Brazzaville, rédacteur du cahier des charges ;

2° Au greffier en chef du tribunal de grande instance de Brazzaville où le cahier des charges est déposé ;

3° A Maître Jean Roger BEKABIHOULA, huissier de justice, commissaire-priseur, étude sise 95, rue Loango, au bord de Madoukou-Tsékelé, Poto-Poto, Brazzaville, dépositaire d'une copie du cahier des charges.

Fait et rédigé à Brazzaville, le 17 mai 2022 par l'Avocat poursuivant soussigné.

Pour l'extrait,

Maître Robeckson Ludovic MOSSILLAPOSSA/  
Avocat à la Cour

## PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

## Le gouvernement appelle à une prise de conscience collective

Le 22 mai de chaque année, l'humanité tout entière célèbre la Journée internationale de la biodiversité. A cette occasion, la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, coordonnatrice technique de la Commission climat du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a prononcé une déclaration au nom du gouvernement.

C'est sur le thème « Bâtir un avenir commun à toutes les formes de vie » qu'est célébrée la Journée internationale de la biodiversité de cette année. Ce thème a été choisi pour accompagner le cadre mondial de la diversité biologique post 2020, qui sera adopté lors de la quinzième conférence des Parties de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, qui se tiendra cette année à Kunming, en Chine. « *Orienté vers l'action, ce thème s'inscrit dans le contexte de la décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, qui souligne que la biodiversité est la réponse à plusieurs défis de développement durable, car les solutions ayant pour base les écosystèmes, le climat et la biodiversité constituent la base sur laquelle nous pouvons atteindre la transition écologique de nos sociétés en voie de développement* », a déclaré la ministre Arlette Soudan-Nonault. Elle a souligné que la République du Congo recèle dans son écosystème un véritable trésor de biodiversité et c'est au travers de son engagement et de ses actions en faveur de la conservation de la biodiversité tant au plan national, sous-régional qu'international,



La ministre Arlette Soudan-Nonault rendant lisant la déclaration du gouvernement/Adiac le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, a érigé la préservation de l'environnement et le développement durable au cœur de son projet de société, devenu projet du gouvernement, afin de garantir un cadre de vie durable à ses concitoyens. La ministre de l'Environnement a fait savoir que la biodiversité offre au monde d'innombrables services. Les poissons assurent 20% de l'apport protéique à envi-

étendre les zoonoses aux humains et il est également prouvé que si l'on gère durablement la biodiversité, elle offrira d'excellents outils pour lutter contre les pandémies, comme celle causée par le coronavirus qui a lourdement secoué le monde au cours de ces deux dernières années. Le problème est que la tendance à la diminution du nombre d'espèces, au déclin de la population ainsi qu'à la dégradation des écosystèmes est de plus en plus inquiétante en cette mi 2022, a-t-elle souligné.

« *Aujourd'hui, un million d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction. L'équilibre des écosystèmes dont nous dépendons et dont dépendent toutes les autres espèces se dégrade à une vitesse sans précédent. Cette situation affecte les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie de la population, notamment en Afrique. Les actions mises en œuvre pour la conservation et la gestion durable des ressources naturelles restent insuffisantes pour enrayer les causes directes et indirectes de l'érosion de la biodiversité* », a-t-elle rappelé, exhortant qu'il est aujourd'hui urgent de prendre conscience que

l'effondrement du vivant menace la survie de l'humanité tout autant que le réchauffement de la planète.

Enfin, la ministre Arlette Soudan-Nonault a saisi cette occasion pour appeler à une prise de conscience collective des enjeux liés à la conservation de la biodiversité. « *J'encourage vivement les acteurs du secteur privé et les opérateurs économiques à intégrer la dimension "conservation de la biodiversité", parmi les priorités de leurs actions dans le cadre de la responsabilité sociale et environnementale. Cela permettra d'accompagner les efforts du gouvernement dans la conciliation entre développement économique et préservation de la biodiversité et d'offrir ainsi à nos compatriotes un cadre de vie sain, satisfaisant et durable, conformément aux dispositions de l'article 41 de la Constitution du 15 octobre 2015. C'est de cette manière et uniquement de cette manière que nous pourrions ensemble bâtir un avenir commun à toutes les formes de vie, et lutter efficacement contre l'extinction des espèces et la dégradation de nos écosystèmes.* », a-t-elle conclu.

Bruno Okokana

## Les ministres décident de l'organisation et du fonctionnement de la Commission climat

Après le segment des experts, les ministres de la Commission climat pour le bassin du Congo (CCBC) ont décidé du mode d'organisation et de fonctionnement de cette institution voulue par les chefs d'État et de gouvernement, le 19 mai à Brazzaville.

Auparavant, le Premier ministre congolais, Anatole Collinet Makosso, a ouvert la réunion des ministres de la CCBC. Il a signifié que le plan d'investissement, le mécanisme financier et le schéma de gouvernance du Fonds bleu pour le Bassin du Congo (F2BC), ainsi que le choix de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale pour héberger la ligne de financement du F2BC ayant été approuvés par les chefs d'État et de gouvernement de la CCBC et du F2BC, lors de leur deuxième sommet, le 30 septembre 2021, il est temps de passer à une nouvelle étape dans cette marche en avant qui a pour finalité l'opérationnalisation effective de la CCBC et de son outil financier, le Fonds bleu pour le Bassin du Congo.

Il a précisé que lors de la trente-cinquième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) tenue le 6 février dernier à Addis-Abeba, l'assemblée générale a reconnu l'existence légale de la CCBC et soutenu sa demande d'accréditation auprès de l'UA en tant

qu'organisation régionale. Ainsi donc, en tant qu'organisation régionale, la CCBC se doit de se doter de textes définissant ses attributions et les modalités de son fonctionnement. « *Mon pays, le Congo, dont le chef de l'État assure depuis la conférence de Marrakech, en 2016, la présidence de cette commission, à la demande de ses pairs, a consenti, aux côtés des autres pays membres, des efforts tant politiques que techniques et financiers, pour parvenir aux résultats obtenus depuis lors, et il promet, en toute responsabilité, de s'acquitter, lui aussi, de sa contribution envers l'institution, dans les meilleurs délais* », a déclaré le Premier ministre congolais.

Il a invité et encouragé les partenaires techniques et financiers ainsi que les investisseurs et toutes les parties prenantes à assurer une convergence des actions, des forces et des ressources autour des objectifs de la CCBC et du F2BC. « *L'appui de tous est nécessaire pour l'opérationnalisation effective de la CCBC et la mobilisation*

*des fonds destinés au financement du plan d'investissement du F2BC qui concourt au développement durable et à la promotion de l'économie bleue de ses pays membres* », a-t-il poursuivi.

### Des avancées incontestables dans la mise en œuvre des activités de la CCBC

Pour le représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Maleye Diop, le Bassin du Congo, avec ses tourbières, sera sans nul doute le premier poumon écologique de la planète terre et la zone de séquestration de carbone la plus importante. La CCBC, a-t-il ajouté, est un instrument qui se traduit progressivement par la mise en place de ses structures de pilotage, qui permettront à la sous-région et à l'Afrique de contribuer de manière coordonnée à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques. Précisant que le bureau régional du Pnud Afrique est en train de formuler, en concertation avec les États, une offre régionale de services aux pays du

Bassin du Congo pour mieux les accompagner dans leurs efforts de préservation et de protection de leur biodiversité et renforcer ainsi leurs efforts de lutte contre les changements climatiques et leurs contributions à la mise en œuvre des accords de Paris.

Déclarant close la réunion des ministres de la CCBC et F2BC, la ministre Arlette Soudan-Nonault, coordonnatrice technique de la CCBC, a indiqué qu'avec la fin de ces travaux, un pas de plus vient d'être accompli sur le long, mais aussi un fructueux chemin qui mène à l'opérationnalisation pleine et entière de la CCBC et du Fonds bleu pour le Bassin du Congo. « *Nous venons d'adopter les statuts portant organisation et fonctionnement de notre institution. Qu'il me soit permis, au nom du président de la République, président de la CCBC, et en ma qualité de ministre, coordonnatrice technique de la CCBC, de vous remercier toutes et tous pour le travail accompli* », a-t-elle déclaré.

La ministre Arlette Soudan-Nonault a souligné qu'hier c'était le protocole instituant la CCBC,

aujourd'hui, ce sont les statuts portant organisation et fonctionnement de la CCBC, et très bientôt, ce sera le cas de tous les autres textes qui viendront compléter l'encadrement juridique nécessaire pour la vie d'une organisation d'envergure régionale telle que la leur. « *Vous venez de comprendre que nous ne devons pas nous reposer car le combat pour l'opérationnalisation effective de la CCBC et de son instrument financier le F2BC se poursuivra tant que nous n'aurons pas atteint l'effectivité du financement des 254 projets déjà identifiés dans le plan d'investissement du F2BC. Reprenons donc notre bâton de pèlerin et continuons à interpeller la communauté internationale pour aider les pays membres de la CCBC à concilier la lutte contre les changements climatiques et le développement économique; l'engagement de toutes les parties prenantes étant la clé pour assurer un co-financement significatif pour le F2BC* », a-t-elle dit.

B.Ok.

## CHU DE BRAZZAVILLE

# Évaluation des conditions d'accueil des malades

Le Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Brazzaville, en collaboration avec le ministère du Contrôle d'Etat chargé de la Qualité du service public, a lancé, le 20 mai à Brazzaville, le projet d'évaluation de la qualité du service public dans le volet accueil des malades et communication hospitalière. Cette étude devra mettre à la portée de tout le monde les questions de l'accueil et leurs impacts sur la qualité des soins, la satisfaction des malades et l'image de l'hôpital.



Le ministre de la Santé, le directeur général du CHU et les participants lors du lancement du projet/DR

Le but du projet est de garantir aux malades et autres usagers du CHU une satisfaction optimale avant, pendant et après leur séjour par un accueil et une communication de qualité ; implémenter la démarche qualité au CHU afin de contribuer à l'amélioration de son image. L'objec-

tif principal est d'accompagner le CHU et son personnel à améliorer la qualité de l'accueil des malades et la communication hospitalière par le renforcement ou la mise en place d'un système de management qualité répondant à un certain nombre d'indicateurs. De façon spécifique, il

s'agira d'identifier les études réalisées au niveau de cette structure et récolter les données de l'accueil des malades et de la communication hospitalière.

« Le projet se fonde sur deux volets : le premier concerne la satisfaction des patients, un petit ques-

tionnaire a été élaboré. Les patients ou leurs accompagnateurs seront interrogés. Le second, le plus important, concernera l'atelier d'échange avec l'attaché de presse du ministère en charge du projet. Le clou, ceux qui peuvent apporter les améliorations pour que la mauvaise image du CHU soit progressivement améliorée ; pour que demain, qu'on puisse parler autrement de cette image », a indiqué le ministre du Contrôle d'Etat chargé de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, le Pr Jean Rosaire Ibara, à l'endroit du personnel du CHU.

« Dans le défi de redressement qui nous a été confié par le président de la République, il y a plusieurs aspects ; le premier est

celui qui tient compte du plateau technique qu'il faut refaire, mais il y a aussi un aspect fondamental, c'est celui de l'homme, parce que nous entendons souvent dire ici au CHU, si l'homme ne change pas, ce sera vain. Lorsque je dis ça, nous entendons ce que la population nous reproche et là, évidemment faire un constat, un diagnostic sans détours, il y a beaucoup de problèmes », s'est exprimé Thierry Raoul Gombé, directeur général du CHU. Il a souligné que le personnel est totalement disponible et disposé à accepter tous les enseignements qui pourront lui être portés pour améliorer ses prestations en termes de soins et d'accueil de malades.

Guillaume Ondze

## INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN SCIENCES DE LA SANTÉ

# Des chercheurs en discussion sur des projets d'étude

Des chercheurs de l'Institut national de recherche en sciences de la santé (Irssa) ont discuté, le 20 mai à Brazzaville, sur leur projet d'étude lors d'une matinée scientifique organisée par la direction générale de cet établissement.

La rencontre s'inscrivait dans le cadre d'une formation continue, avec pour objectif d'apprendre, de partager les expériences et de présenter les projets en vue de leurs amendements. Les travaux ont été dirigés par la coordonnatrice de l'institut, le Pr Henriette Poaty, en présence du directeur général, Romaric De Garde Elion Itou.

Constantin Moukouma, chercheur au département des Sciences cliniques, a présenté une étude sur l'infertilité masculine avec pour thème « Le bilan d'un spermogramme chez 344 individus congolais ». L'objet de l'étude était de déceler les anomalies les plus fréquentes chez les hommes infertiles.

En effet, l'homme est déclaré infertile après un an de vie conjugale. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'infertilité masculine chez les Congolais vivant à Brazzaville est considérée comme un problème de santé pu-



Les chercheurs posant avec les responsables de l'Institut/DR

blique. Les résultats ont révélé la baisse de mobilité de chromosomes des spermatozoïdes et la diminution de mobilité de spermatozoïdes dans le sperme.

Selon lui, l'étude a été réalisée grâce à la fréquentation des femmes dans les centres de santé, contrairement aux hommes qui les incriminent d'infertilité au quotidien. A cet effet, il a promis également de réaliser une autre étude sur les femmes.

« L'infertilité est due à plusieurs causes : les infections, l'environnement, la génétique et les médicaments », a-t-il indiqué, ajoutant que « l'infertilité peut toujours commencer sur un état tout comme toute maladie qui après un traitement approprié se guérit. Cependant, elle n'est plus guérissable si elle est génétique », a-t-il souligné.

Prudence Koumba, attachée de recherche à l'Irssa au dé-

partement de Biologie médicale, a pour sa part présenté l'étude sur l'impact des deux médicaments administrés aux patients de la covid-19 sur le thème « Evaluation des effets de l'azithromycine et de l'hydroxychloroquine sur la réponse immunitaire chez les rats ».

L'oratrice a expliqué que l'étude lui a permis d'évaluer les effets de ces médicaments sur la riposte immunitaire en utilisant les rats comme mo-

dèle animal afin de connaître leur réaction sur les cellules et les anticorps de l'homme. En effet, ces deux médicaments ont été utilisés dans la riposte contre la covid-19, sans connaître leurs effets sur le système immunitaire.

« L'étude est un projet en cours où nous n'avons pas encore eu des résultats. Selon la littérature, il est écrit que ces médicaments pourraient diminuer la production de certaines cellules qui participent à la riposte immunitaire et les anticorps de l'homme », a-t-elle laissé entendre.

Pour la coordonnatrice de l'institut, le Pr Henriette Poaty, la matinée scientifique a été une occasion de faire porter leurs projets d'étude au plus haut niveau afin de pouvoir bénéficier d'un financement. Le directeur général, Romaric De Garde Elion Itou, de son côté, a assuré les chercheurs d'un accompagnement de leurs travaux.

Lydie Gisèle Oko

## FRANCE

## Catherine Colonna, une diplomate au Quai d'Orsay

C'est une chiraquienne, ambassadrice à Londres, qui remplace Jean-Yves Le Drian au Quai d'Orsay, sous le gouvernement d'Isabelle Borne.

Catherine Colonna, ambassadrice de France au Royaume-Uni, depuis 2019, devient ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, en lieu et place de Jean-Yves Le Drian, en fonction depuis 2017. Agée de 66 ans, énarque diplomate de formation, représentante permanente de la France auprès de l'Unesco (2008-2010), et de l'OCDE (2017-2019), ambassadrice en Italie (2014-2017) et au Royaume-Uni, où elle officiait depuis 2019, Catherine Colonna a été, dans la sphère politique, porte-parole de la présidence de la République de mai 1995 à septembre 2004 (neuf ans, un record), puis ministre déléguée aux Affaires européennes de juin 2005 jusqu'à mai 2007, au cours des deux mandats de Jacques Chirac, avec un « cœur plutôt à gauche ».

Elle est reconnue comme une grande professionnelle aussi bien par les ministres de droite que de gauche, que ce soit Dominique de Villepin ou Hubert Védrine. À Londres, elle a notamment géré le dossier du Brexit et participé aux négociations pour que les pêcheurs français aient enfin leurs licences pour les eaux britanniques. Catherine Colonna a également été conseillère au cabinet du ministre d'État, ministre de l'Équipement et du Logement, chargée de mission au sein du ministère des Affaires étrangères, ou encore porte-parole adjointe du ministère des Affaires étrangères. Moins attendue à ce poste, Catherine Colonna a aussi été vice-présidente du festival de Cannes, ainsi que directrice générale du Centre national de la cinématographie, de 2004 à 2005.

Aujourd'hui, la nouvelle cheffe du Quai d'Orsay va devoir gérer la guerre en Ukraine, la politique européenne d'Emmanuel Macron avec notamment cette idée de communauté politique européenne, ou la sortie de la France du Mali. Elle sera accompagnée par Clément Beaune qui passe de secrétaire d'État à ministre des Affaires européennes.

Sans grande surprise, et à presque 75 ans, Jean-Yves Le Drian quitte son poste, après dix ans au gouvernement, à la fois au Quai d'Orsay et au ministère de la Défense. Dès fin mars, l'intéressé évoquait déjà ses envies de retraite et de retour dans sa Bretagne natale.

N.Nd.

## Sébastien Lecornu remplace Florence Parly à la Défense

Le nouveau ministre des Armées, Sébastien Lecornu, arrive dans la « grande muette » dans un contexte marqué par des crises en Afrique de l'ouest, un conflit en Ukraine et le défi de la construction d'une Europe de la défense.

A 35 ans, Sébastien Lecornu est nommé au poste régulier de ministre des Armées dans l'ombre de la guerre en Ukraine et au moment où l'Europe décide de se réarmer par le biais de l'Otan et de l'Union européenne, avec peut-être dans les prochains mois la création d'une force d'intervention européenne. Il remplace Florence Parly et reprend le flambeau à ce poste stratégique au moment où le Mali rompt unilatéralement les accords de défense avec la France. Le nouveau venu constitue une pièce maîtresse au sein du nouveau gouvernement d'Isabelle Borne. Sébastien Lecornu vient de l'UMP, puis des Républicains. Il est nommé secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement Edouard Philippe II. Il est alors exclu de LR et adhère à La République en marche et devient, le 16 octobre 2018, ministre chargé

des Collectivités territoriales, et le 6 juillet 2020, ministre des Outre-mer dans le gouvernement Jean Castex.

## Un duo central de la France en Afrique

L'un à la tête des Armées et l'autre au cœur de la diplomatie française, Sébastien Lecornu et Catherine Colonna prennent leurs fonctions dans un contexte international et diplomatique-militaire sans précédent. Ils doivent œuvrer pour conserver notamment l'influence de la France en Afrique, aujourd'hui en perte de vitesse. C'est le cas au Mali, un pays du précarré qui a récemment décidé de rompre les accords de défense unilatéralement et le renvoi de l'ambassadeur de France. Bamako est également en train de rompre des liens avec les autres pays européens engagés au sein de la force Takuba, en charge de la lutte contre le djihadisme, pour se tourner vers le

groupe militaire privé russe Wagner. Parmi les tâches prioritaires qui attendent la patronne du Quai d'Orsay et le patron de la « grande muette », il y a une vaste opération logistique - suite au désengagement des forces françaises - qui doit être bouclée d'ici au mois d'août, la situation des 2000 soldats français toujours présents au Mali, et la supervision de la réorganisation des forces françaises au Sahel. Pour la ministre sortante des Armées, Florence Parly, il n'est pas question que le désengagement des forces françaises se fasse sous la menace.

Autre nomination surprise au sein du gouvernement d'Isabelle Borne, celle de Pap Ndiaye, 55 ans, spécialiste de l'histoire sociale des États-Unis et des minorités, patron du Musée national français de l'histoire de l'immigration. Il a été nommé à l'Éducation et à la Jeunesse.

Noël Ndong

## AFRIQUE CENTRALE

## Le Gabon adopte à son tour le passeport de la Cémac

Après dix ans de tergiversation, les autorités gabonaises ont décidé d'adopter, le 15 mai, le passeport de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac).

Les Gabonais disposeront désormais du nouveau document qui leur permettra de circuler librement dans les six pays qui composent l'organisation sous-régionale (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad). « On n'a pas trainé le pas, c'est un long processus. Lorsque l'on doit s'arrimer à des normes, il y a des critères de convergence qu'il faut pouvoir respecter. C'est pour cela que l'on a pu observer tous ces longs détails », a expliqué le patron de la Direction générale de la documentation et de l'immigration du Gabon, Bernard Gnamankal.

Le nouveau passeport biométrique est considéré comme plus fiable car

disposant d'une « puce plus sécurisée qui comporte une page de données en polycarbonate, une des dernières technologies en la matière », a confié Eddy N'Gaba, directeur des systèmes d'information à la Direction générale de la documentation et de l'immigration du Gabon. « Je dois vous avouer que grande était ma gêne, de m'entendre dire, à chaque réunion de la Cémac, que mon pays, le Gabon, était le seul à ne pas disposer du passeport biométrique Cémac », a indiqué le président de la Commission de la Cémac, après la signature officielle des documents d'homologation. Les premiers passeports seront délivrés aux usagers qui en feront la demande

dans les prochains jours. Cependant, en plus de ce passeport, les citoyens de la Cémac devront demander un visa et une carte de séjour pour résider dans un pays membre au-delà de quatre-vingt-dix jours. Les passeports en circulation restent valables jusqu'à leur expiration, a indiqué le ministre de l'Intérieur du Gabon.

Contrairement aux cinq autres pays de la Cémac, le Gabon délivrera un passeport biométrique de couleur bleue aux réfugiés. La Cémac est un espace d'environ 45 millions d'habitants, situé en Afrique centrale et regroupant actuellement six pays qui partagent aussi le FCFA comme monnaie d'échange et de paiement.

Yvette Reine Nzaba

## NÉCROLOGIE



Abel Missamou et la famille Nsundi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Alphonse Nkounkou, survenu le 21 mai 2022 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient sur l'avenue Moe Prat Mawata en face de l'Église Kimbanguiste  
Contact : Tél. : 06 658 01 83

## DOTATION

## Deux ambulances pour le Programme national de l'hygiène aux frontières

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbugani, a remis officiellement deux ambulances toutes neuves, le 20 mai, au Programme national de l'hygiène aux frontières (PNHF) pour lui permettre de mener à bien sa mission, à savoir assurer le contrôle sanitaire aux frontières afin de réduire le risque d'importation et de propagation des épidémies.

Accompagné de la vice-ministre de la Santé et de quelques membres de son cabinet, Jean-Jacques Mbugani a été reçu par le directeur du PNHF, le Dr Dédé Ndungindungi, qui a exprimé sa joie d'accueillir, pour la première fois, son autorité de tutelle depuis sa nomination, avant de rappeler la mission dévolue à sa structure. « Nous (PNHF) avons reçu mandat de contribuer à la protection du pays contre la propagation internationale des maladies et l'aider à faire face à tout événement pouvant devenir une urgence de santé Publique de portée internationale. Et nous le faisons

conformément au règlement sanitaire international. En effet, nous avons reçu comme mission d'assurer le contrôle sanitaire au niveau de toutes les frontières de la République démocratique du Congo. Nous avons donc acquis ces ambulances, parce que, comme le recommande le règlement sanitaire international, elles sont parmi les outils, les moyens d'évacuation des voyageurs malades. Nous nous sommes donc battus avec nos maigres moyens pour avoir ces deux ambulances, afin de nous conformer au règlement sanitaire international », a-t-il dit.

A son tour, le ministre de la Santé a félicité le comité de gestion du PNHF pour les efforts fournis afin d'acquiescer les deux ambulances. Aussi, a-t-il insisté sur la bonne gouvernance qui doit caractériser ce comité de gestion de ce programme spécialisé du ministère de la Santé, appelé à contribuer dans l'assiette fiscale de l'État. « Je tiens à féliciter le Programme national de l'hygiène aux frontières pour cet effort de contribuer à l'appui de notre système de santé. Ces deux ambulances vont aider le secteur de la santé, tout en commençant

par le PNHF lui-même. Je vous félicite parce que c'est rare de voir que les programmes s'investissent dans ce sens, et en même temps je vous encourage, parce que nous sommes dans un moment difficile où le ministère de la Santé publique, Hygiène et Prévention est appelé à contribuer dans l'assiette fiscale de l'État, à travers votre programme », a indiqué le patron de la santé.

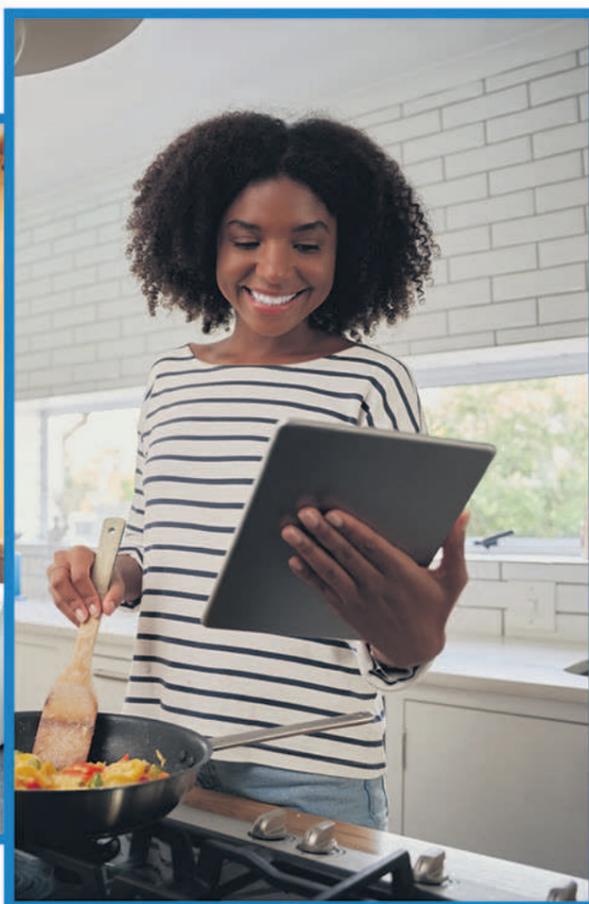
Il a saisi cette occasion pour appeler le PNHF à faire bon usage de ces deux ambulances. « J'attire votre attention particulière à la bonne gouvernance, de manière à ce que tout soit clair afin d'honorer le travail que nous faisons au niveau national », a-t-il dit.

Pour ce qui est de la répartition de ces engins, il convient de noter que l'un sera placé à l'aéroport international de NDjili et l'autre sera envoyé dans la ville de Zongo, qui fait frontière avec la ville de Bangui, capitale de la République centrafricaine. Profitant de sa présence dans les locaux du PNHF, le ministre Jean-Jacques Mbugani a visité le centre de vaccination et de délivrance de la carte jaune.

Blandine Lusimana



# SOYEZ CONNECTÉS TOUTE L'ANNÉE À L'INTERNET SPEED GRÂCE AU CRÉDIT NUMÉRIQUE LCB BANK



Dans le cadre de l'exécution de son vaste plan stratégique Transform, Congo Telecom a prévu une série de leviers entre autres l'établissement des partenariats avec les parties prenantes capables de renforcer son activité et ses différentes opérations. C'est à ce titre que l'opérateur historique a mis en place avec LCB BANK, une offre dénommée « Crédit numérique ».

Le crédit numérique est une offre à la consommation destinée aux clients LCB BANK pour le financement annuel de leur abonnement internet illimité SPEED de Congo Telecom. Cette offre est destinée tant aux particuliers qu'aux entreprises et est caractérisée par :

- Un taux d'intérêt à 0% remboursable en 12 mois.
- Une remise de 10% sur tous les forfaits internet SPEED
- Un montant maximum de crédit s'élevant à 2.000.000 F CFA pour les abonnements résidentiels et 5 000 000 F CFA pour les professionnels.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous rapprocher des différentes agences Congo Telecom ou de votre gestionnaire de compte LCB BANK.

#### Bénéficiez de :

**10%** de réduction sur le forfait de votre choix

Kit d'abonnement offert et installation gratuite

Service après-vente Premium



**GLOBAL CHALLENGE CORPORATION - CI**  
GCC, la réponse complète à vos besoins

**NOUS SOMMES UN CABINET DE FORMATION ET DE CONSEIL SPECIALISE DANS L'APPUI TECHNIQUE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT**



### Calendrier des formations 2022 à Paris

DOMAINES	CODE	SEMINAIRES 2022	DATES 2022	COUT HT /FCFA/EURO	LIEUX
SECRÉTARIAT	S1	Outils de Management d'un pool de Secrétariat	06-17 Juin	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	GRH 2	La gestion des talents en entreprise	13-24 Juin	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS
MANAGEMENT GENERAL	MG 1	Management d'un cabinet ministériel : rôles et leadership des directeurs de cabinet	13-24 Juin	4,000,000 FCFA / 6 107 Euros	PARIS
RÉGULATION POSTALE ET TELECOM	REG 6	Conception de produits et services financiers digitaux dans le secteur postal	13-24 Juin	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS
INTELLIGENCE ECONOMIQUE	IE 2	Prospective et veille Stratégique	13-24 Juin	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS
ADMINISTRATION PUBLIQUE	ADP 4	Mise en œuvre du budget-Programme	04-15 Juillet	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS
ENERGIE ELECTRIQUE	EE1	Déploiement et Gestion d'une centrale énergétique	11-22 Juillet	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS
FORMATION / CONSULTANCE	F 1	Formation au métier de consultant en matière de budgétisation et gestion financière	25 Juillet au 05 Août	3,100,000 FCFA / 4 733 Euros	PARIS

Les inscriptions se font par e-mail ( [gcc-ci@globalchallenge-ci.com](mailto:gcc-ci@globalchallenge-ci.com) / [akpanea@globalchallenge-ci.com](mailto:akpanea@globalchallenge-ci.com) )

Par téléphone au +225 / 27 22 49 48 98 / 05 05 03 36 11 / 00336 70 70 13 15

Ou via notre site internet via [www.globalchallenge-ci.com](http://www.globalchallenge-ci.com) .

## COMMUNIQUEZ À L'INTERNATIONAL



**DIFFUSÉE  
EN EUROPE  
ET EN AFRIQUE !**



**free**  
CANAL 449

**CANAL+**  
CANAL 334

**EASY TV**  
by CANAL+  
CANAL 3

**Molotov**.TV

**my BOUQUET AFRICAIN**  
by CANAL+



CONGO : +242 06 600 92 99  
RD CONGO : +243 906 900 108  
FRANCE : +33 7 82 76 79 54

## VIE ASSOCIATIVE

## Verdi Boubelo rempile à la tête de l'AESCT

Le président sortant de l'Association des étudiants et stagiaires congolais en Tunisie (AESCT), Auriac Verdi Boubelo, a été réélu le 15 mai dernier à la tête du bureau exécutif de huit membres, pour un nouveau mandat d'un an.



Auriac Verdi Boubelo

Association apolitique, laïc à but non lucratif, l'AESCT a été créée à Tunis, en Tunisie, le 3 août 2003 sur la base académique et associative conformément au décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011. Elle est, en effet, née de la volonté de mettre en place une structure visant à regrouper l'ensemble des étudiants et stagiaires congolais en séjour d'études en Tunisie.

Les objectifs visés étant le renforcement des liens de solidarité et de fraternité en facilitant l'intégration de tous les Congolais étudiant en Tunisie ; la mise en place d'un suivi académique pour accompagner les Congolais en séjour d'études en Tunisie ; servir

de relais entre les étudiants et stagiaires et le consulat. A cela, s'ajoutent la défense du plein droit des intérêts de tout étudiant et stagiaire congolais en Tunisie et la promotion de la culture congolaise dans ce pays.

Comme toute organisation, surtout vivant hors du territoire national, l'AESCT est confrontée à plusieurs problèmes, dont le renouvellement des passeports de ses membres, le paiement de la bourse ainsi que le manque des frais de fonctionnement de l'association. En effet, le manque de moyens ne permet pas aux Congolais de faire face aux problèmes communautaires, notamment des cas sociaux, l'assistance

en cas d'arrestation de l'un d'eux et l'organisation des activités académiques. De même, les diplômés de beaucoup de boursiers sont bloqués à cause du non-paiement des frais.

« Les problèmes du renouvellement des passeports et du paiement de la bourse restent capitaux car beaucoup d'étudiants et stagiaires congolais en Tunisie ne sont pas en règle actuellement. Leurs passeports sont expirés et nous ne cessons de recevoir des appels pour pouvoir trouver des solutions. Des Congolais rencontrent chaque mois des soucis avec la police tunisienne à cause de leurs passeports expirés », a expliqué Auriac Verdi Boubelo.

S'agissant des boursiers, nombreux étudiants congolais ne vont plus étudier par manque de moyens. Selon le président de l'AESCT, certains d'entre eux sont obligés de chercher des petits boulots pour survivre. « Cela se fait dans le noir car les étudiants étrangers n'ont pas le droit de travailler en Tunisie. C'est ainsi que certains tombent parfois sur des employeurs qui abusent d'eux à cause de leurs difficultés financières et situation d'irrégularité ; je suis plusieurs fois intervenu dans ce genre de cas », a-t-il déploré, précisant que dans cet état de choses, le bureau exécutif est obligé de cotiser tout le temps afin d'assister les membres en difficulté.

Notons que la communauté congolaise en Tunisie est estimée à près de 650 personnes.

Parfait Wilfried Douniama

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FRANÇAISES DE 2022

Le Franco-congolais Laurent Boula candidat dans la 18<sup>e</sup> circonscription de Paris

L'avocat franco-congolais au barreau de Paris Laurent Boula est le candidat sous le label vert au centre dans la dix-huitième circonscription de Paris, pour les élections législatives françaises de 2022 qui auront lieu les 12 et 19 juin afin d'élire les 577 députés de la XVI<sup>e</sup> législature de la Cinquième République française ; il se présente avec Sonya Leclerc, sa suppléante.



Il fait partie des 300 candidats en France présentés aux législatives 2022 par le Niçois Jean-Marc Governatori, sans espoir réel d'être élu mais pour «jouer un rôle décisif» pour une «écologie au centre» pratiquer « le pragmatisme » face au « sectarisme » en espérant élargir sa base à l'électorat à la fois des populations de gauche et celles de droite. Laurent Boula a officialisé sa candidature et a choisi Maître Tene-si-Mawa, son confrère avocat, en tant que directeur de campagne. «J'aimerais bien peser dans cette campagne et mettre en avant le concept de l'écologie universelle», affirme le conseiller municipal de la ville d'Osny de l'Ile-de-France.

Côté programme, il suivra celui de Jean-Marc Governatori, avec « le tournesol au fusil ». Sur son affiche de campagne : «L'objectif est de sensibiliser et réunir, autour d'enjeux concrets locaux ou globaux, des réponses innovantes à apporter sur les problématiques de l'écologie environnement biodiversité.»

Du point de vue personnel, Laurent Boula se présente comme le candidat de la diversité et se dit prêt à livrer une bataille électorale de proximité pour garantir son ancrage dans la circonscription.

Marie Alfred Ngoma

## COOPÉRATION

## Xi Jinping appelle à promouvoir la paix et le développement

Lors de la session d'ouverture de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud), le 19 mai, le président chinois, Xi Jinping, a prononcé un discours par vidéo dans lequel il a appelé à travailler ensemble pour construire une communauté mondiale de sécurité pour tous.

Malgré les facteurs d'instabilité, d'incertitude et d'insécurité ainsi que les multiples changements majeurs induits par « la pandémie inédite depuis un siècle », Xi Jinping a déclaré : « Le thème de notre temps que sont la paix et le développement n'a pas changé, l'aspiration des peuples du monde à une vie meilleure n'a pas changé, et la mission historique de la communauté internationale de promouvoir la solidarité et la coopération gagnant-gagnant n'a pas changé ».

Estimant que les pays BRICS sont une force active, inspirante et constructive dans la communauté internatio-

nale, le président chinois les a invités « à raffermir la conviction, à affronter les épreuves et à promouvoir la paix et le développement, à défendre l'équité et la justice et à prôner la démocratie et la liberté par des actions concrètes, de sorte à apporter des stabilités et des énergies positives aux relations internationales en turbulence et en transformation ».

Le président Xi Jinping a souligné que l'histoire et le présent enseignaient à tous que « rechercher sa propre sécurité aux dépens de celle des autres ne ferait que créer de nouveaux problèmes et risques ». En

outre, il a rappelé que pour promouvoir la sécurité commune dans le monde, il faut l'initiative pour la sécurité mondiale, comme annoncé il y a peu de temps.

Les pays BRICS, a-t-il dit, doivent « renforcer la confiance politique mutuelle et la coopération sécuritaire, intensifier la communication et la coordination sur les grandes questions internationales et régionales, prendre en compte les intérêts vitaux et les préoccupations majeures de part et d'autre, se respecter mutuellement en ce qui concerne la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement,

s'opposer à l'hégémonie et à la politique du plus fort, rejeter la mentalité de la guerre froide et la confrontation des blocs et bâtir ensemble une communauté de sécurité pour tous ».

L'homme d'Etat chinois a indiqué que le développement était la tâche commune de l'ensemble des marchés émergents et des pays en développement. Face à de multiples risques et défis, il a affirmé qu'il était plus important de renforcer la solidarité et la coopération.

Les BRICS, a-t-il estimé, doivent « développer des dialogues et échanges avec plus de marchés émergents

et de pays en développement, renforcer la compréhension et la confiance mutuelles, consolider les partenariats et approfondir la convergence des intérêts, pour agrandir le gâteau de la coopération, rassembler les forces du progrès, et apporter une plus grande contribution à la construction de la communauté d'avenir partagé pour l'humanité ».

Rappelons que BRICS est un acronyme anglais pour désigner un groupe de cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud) qui se réunissent depuis 2011 en sommets annuels.

Yvette Reine Nzaba

## NORD-KIVU ET ITURI

## L'état de siège prorogé pour une énième fois

L'Assemblée nationale a autorisé, le 20 mai, une énième prorogation de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. 326 sur les 337 députés nationaux présents à la plénière ont voté pour le projet de loi présentée par la ministre de la Justice, Rose Mutombo.

La ministre a motivé la énième demande de prorogation sur l'évaluation des mesures d'application de l'état de siège que mène le Premier ministre dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Elle a indiqué que cette évalua-

tion a démontré que beaucoup reste encore à faire pour la sécurité de cette partie du territoire national. Ainsi, a soutenu la ministre de la Justice, les forces de défense et de sécurité devraient poursuivre leur mission d'endiguer les forces négatives.

« Etant donné qu'à ce jour nos forces de défense et sécurité engagées dans la dynamique d'endiguer définitivement toutes les forces du mal mènent encore les opérations militaires afin d'atteindre le noble idéal de la paix durable recherchée, le président

de la République décide d'une nouvelle prorogation de l'état de siège suivant l'article 144 alinéa 5 de la Constitution », a-t-elle fait savoir.

Le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, assure, quant à lui, qu'une solution autre que l'état de siège est en cours de réflexion. Ceci, face à des interventions des députés de l'opposition, des députés originaires de ces deux provinces qui fustigent cette nouvelle prorogation.

Lucien Dianzenza

## MUSIQUE

## « Bolingo », une recommandation à s'aimer selon les Ecritures

Dans son single réalisé à Dakar et disponible sur YouTube depuis le 4 mai, la chanteuse gospel BellaBenicia exhorte les mélomanes à faire preuve de charité comme nous le recommande la Bible dans 1 Corinthiens 13 : 1-8.

« L'amour est plus fort que tout, sans l'amour on ne peut rien », est le résumé que la chanteuse gospel BellaBenicia fait du message de son nouveau single, « Bolingo ». Il est assorti d'une recommandation, savoir que « si seulement nous apprenons à nous aimer encore plus fort, le monde sera vraiment meilleur ». Auteur-compositrice et interprète, c'est avec ce nouveau single qui approche les cinq cents vues sur YouTube qu'elle a repris le micro « après plusieurs années de pause », a-t-elle dit au « Courrier de Kinshasa ». Et, désormais installée au pays de Léopold S. Senghor, elle a indiqué que « la chanson a été enregistrée ici même au Sénégal, plus précisément à Dakar ».

BellaBenicia n'est pas à ses débuts. Elle pratique la musique depuis 2009 en qualité de chanteuse mais aussi comme « auteur-compositrice et interprète ». « J'avais sorti un album de six titres au Congo, à Pointe-Noire », apprend-elle à ce sujet. Ajoutant que « ce premier opus était intitulé Twendeni », elle précise : « C'est un mot swahili qui veut dire Allons -y en français ». Entre ce premier album et « Bolingo » dont elle assure la promotion en ce moment sur les réseaux sociaux, la chanteuse dit avoir participé à plusieurs autres projets gospels. « Avant ce single, j'ai accompagné pas mal d'artistes en mettant ma voix dans leurs œuvres », a affirmé BellaBenicia. Elle a ainsi chanté avec « le frère Yvon Malanda de Pointe-Noire avec son groupe Abba père dans le titre « Cœur du Congo » ». Du côté de la République démocratique du Congo, elle a signé « un featuring avec Alex Mboma dans « Le mariage » ». Mais il y a aussi, tout particulièrement, « ce featuring avec le Grand Baobab de la musique sénégalaise Thione Seck dans son projet « Cedeao en choeur » », a dit BellaBenicia, ajoutant avec une pointe de regret : « Je dis paix à son âme, car il nous a quittés l'année dernière ».

Nioni Masela

## MÉDIAS

## Patrick Bofunda Ilingo nouveau directeur Afrique de TV5 Monde

La chaîne de télévision française a annoncé, le 19 mai, la nomination de Patrick Bofunda Ilingo au poste de directeur Afrique au sein de la direction de la distribution, du marketing et de la commercialisation.

La nomination qui vient d'être faite, explique TV5 Monde, parachève l'organisation de son département marketing suite au départ à la retraite de Jean-Luc Cronel et à la nomination de Denise Époté au poste de directrice distribution, marketing et commercialisation en janvier 2022.

Titulaire d'une licence en administration publique et d'un master en droit, Patrick Bofunda Ilingo a débuté sa carrière en 2011 en tant que secré-

taire particulier de Christian Atoki Ileka, ambassadeur de la République démocratique du Congo en France. En 2018, il a été nommé assistant politique et diplomatique de l'ambassadeur. En parallèle, en 2018, il fonde, à Kinshasa, l'agence 2i Conseil, spécialisée dans la stratégie d'influence en marketing et en communication publique.

Il poursuit sa carrière en 2020 en tant que manager des affaires publiques, de la communication externe et du marketing chez PPC Barnet, à Kinshasa. En 2021, Patrick Bofunda Ilingo est nommé expert et membre du groupe de travail sur le développement du G20 pour le compte de la présidence congolaise. Il intègre TV5 Monde en mai 2022 en tant que direc-

teur Afrique.

Première chaîne généraliste mondiale en langue française, TV5 Monde est le deuxième réseau international de télévision diffusé auprès de 370 millions de foyers dans près de deux cents pays et territoires. L'ensemble de ses programmes, explique-t-on, rassemble une audience cumulée hebdomadaire de soixante millions de téléspectateurs uniques et trente millions en audience numérique mensuelle. Dans le cadre des vingt-cinq ans de la chaîne Afrique en 2017, elle a lancé une offre numérique gratuite, 100% Afrique et 100% mobile et enregistré déjà plus de cinq cent mille téléchargements depuis décembre de la même année.

Patrick Ndungidi

**Sonas**

**MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX**

**SOCIÉTÉ YA BISO MOKO BANA MBOKA**

**Assurance automobile**

**Assurance voyage**

**Assurance tous risques chantier**

**Assurance incendie**

**PLUS DE 50 ANS DE METIER, LEADER DES ASSURANCES**

**EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

## COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

## Premier sacre continental d'Ibenge avec RS Berkane

Nul n'est prophète chez soi, dit-on. C'est au Maroc que l'ancien entraîneur de l'AS V.Club de Kinshasa et de Shanghai Shenua en Chine, Florent Ibenge Ikwange (60 ans), a obtenu une consécration continentale en club, lui qui a déjà été vainqueur du Championnat d'Afrique des nations (Chan) en 2016 avec les Léopards locaux de la République démocratique du Congo (RDC).

La Renaissance sportive de Berkane a remporté la 19<sup>e</sup> édition de la Coupe de la Confédération. Le club marocain s'est imposé en finale disputée le 20 mai à Godswill Akpabio International Stadium à Uyo, au Nigeria, face à Orlando Pirates d'Afrique du Sud. Après la fin du temps réglementaire sur le score de zéro but partout, les joueurs du technicien franco-congolais et ancien sélectionneur des Léopards ont ouvert la marque à la 97<sup>e</sup> mn sur penalty transformé par Youssef El Fahli. Les Pirates sud-africains ont égalisé à la 117<sup>e</sup> mn par Theminkosi Lorh. A un but partout à la fin de la prolongation, il a fallu la fatidique épreuve des tirs au but. Les Oranges marocains ont été adroits, cinq tirs au but à quatre, remportant ainsi leur deuxième sacre en C2 africaine après la victoire de 2020, ayant déjà été finalistes malheureux en 2019. La Renaissance sportive de Berkane succède donc à un autre club marocain, le Raja de Casablanca, vainqueur en 2021.

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a adressé un message de félicitations au club coaché par Florent Ibenge en ces termes : « Nous ne pouvons manquer de vous faire part de notre fierté de ce titre continental qui rend honneur au club de la Renaissance sportive de Berkane et au football marocain, et que vous avez remporté, avec brio et distinction, pour la deuxième fois, grâce à vos efforts sérieux et à l'ambition qui vous anime pour représenter le Maroc de la meilleure façon dans diverses compétitions internationales, et pour hisser



haut les couleurs nationales ».

Avant la finale, Florent Ibenge confiait à l'agence marocaine de presse : « Nous sommes venus pour donner le meilleur de nous-mêmes pour ne pas avoir

de regrets », ajoutant que « c'est un réel plaisir d'être là parce que c'est la finale. Beaucoup de clubs étaient au départ de cette compétition. On est que deux maintenant. C'est déjà une

grande satisfaction... On ne retient que le vainqueur. Le finaliste, on le retient très peu et on a envie qu'on nous retienne nous aussi, notre ambition est de remporter le match. Nous

sommes venus ici avec l'envie de repartir avec ce trophée ». Et c'est fait.

Ce succès sonne comme une revanche pour l'ancien coach de V.Club, viré sur un tweet de la présidente de cette équipe, Bestine Kazadi, adressé le 30 juin 2021 aux supporters avec ces propos : « Chers supporters, je vous annonce le départ de notre coach Jean-Florent Ibenge. Au nom de l'AS V. Club, nous le remercions pour les services rendus et nous lui souhaitons plein succès ». Ibenge était arrivé dans V.Club en 2013 sous le général Amisi Kumba « Tango Four », en provenance de Shanghai Shenua où il était l'adjoint de Nicolas Anelka. Il a été finaliste de la Ligue des champions avec V.Club en 2014, champion du Congo en 2015 et 2018, et finaliste de la Coupe de la Confédération en 2018.

C'est donc le premier titre continental en club de l'ancien sélectionneur des Léopards de la RDC qui avait amené la sélection congolaise aux portes de la qualification en Coupe du monde Russie 2018. Parti de la sélection et de V.Club, il a donc rapidement trouvé du boulot à la Renaissance sportive de Berkane et le voilà auréolé d'un sacre. Et là bas, il a amené avec lui ses anciens joueurs de V.Club, Chadrac Muzungu Lukombe (titulaire en finale et sorti à la 108<sup>e</sup> mn) et Rossein Tuisila Kisinda (entré en jeu à la place de Muzungu). Et les deux joueurs sont désormais vainqueurs de la Coupe de la Confédération.

Martin Engimo

## LINAFOOT

## La poursuite du championnat national reportée au 29 mai

La poursuite de la 27<sup>e</sup> édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) a été reportée du 22 au 29 mai 2022. La compétition a été de manière inédite arrêtée pendant trois mois pour des raisons de difficultés de transport des clubs à travers le pays pour livrer des matchs.

La Linafoot a fait un communiqué sur le report en ces termes : « Le secrétariat national de la Ligue nationale de football (Linafoot) porte à la connaissance de l'opinion publique en général et des clubs engagés à la 27<sup>e</sup> édition de la Vodacom Ligue 1 que suite à la demande quasi générale de clubs qui vantent la condition physiologique de leurs joueurs d'une part et, pour d'autre part, permettre à l'organisateur de parfaire les rooting avec les transporteurs, la poursuite du championnat national 2021-2022 est repoussée au 29 mai 2022 ». Et de conclure au sujet du calendrier des rencontres :

« Par conséquent, une nouvelle reprogrammation des matchs sera rendue publique dans les heures qui suivent ». Déjà des signes avant-coureurs indiquaient la non-reprise du championnat le 22 mai. On parlait de division au sein des clubs pour la poursuite. L'association des dirigeants des clubs a demandé une réunion avec les instances du football afin de



Vue d'un match du championnat national de football/DR

s'entendre sur les contraintes. Les parties ont donc dix jours pour se mettre d'accord, harmoniser leurs avis et relancer le championnat national de football 2022.

L'on apprend, par ailleurs, que le gouvernement vient de demander aux compagnies aériennes de réduire leur fréquence de vols à travers le pays à cause de

la pénurie de kérosène à la suite de la guerre en Ukraine. C'était déjà l'une des causes principales de l'arrêt du championnat. Le gouvernement a récemment mobilisé 299 mille dollars pour, tant bien que mal, contourner le problème et afin que le championnat se poursuive. Wait and see.

M.E.

## FOOTBALL

## L'UFC en assemblée générale en juin

L'Union des footballeurs congolais (UFC) tiendra son assemblée générale ordinaire, le 3 juin, à l'hôtel Africana Palace dans la commune de Lingwala, à Kinshasa, a annoncé Olivier Sefu, chargé de communication de cette organisation syndicale des footballeurs congolais.



Herita Ilunga Kongolo entouré de Marlin Mpiana et Dodo Landu/DR

Se confiant à l'Agence congolaise de presse, il a fait remarquer que ce sera la première assemblée générale ordinaire organisée par le président du comité exécutif de cette structure, l'ancien défenseur international Herita Ilunga Kongolo qui a pris les rênes de l'UFC depuis le 15 juin 2021, à l'issue des élections organisées pour renouveler le comité dirigeant de cette structure.

Selon Olivier Sefu, l'ordre du jour s'axera sur les rapports d'activités de la saison dernière dans son double volet administratif et financier. Naturellement, d'autres points divers seront évoqués au cours de ces assises. Herita Ilunga aura à ses côtés le secrétaire général Dodo Landu Domo et l'ancien attaquant international Marlin Mpiana, actuel secrétaire général adjoint. Un autre ancien international, Zico Ntumba, sera également présent, lui qui assume les fonctions de trésorier général de l'UFC, alors que Joe Mutamba, ancien défenseur international, fait office de trésorier général adjoint.

Signalons que les vice-présidents cotés de l'UFC Marcel Tisserand et Youssouf Mulumbu (postes réservés aux joueurs encore actifs) pourraient aussi prendre part à ces assises. Affiliée à la Fédération internationale des footballeurs professionnels, l'UFC milite pour les intérêts des footballeurs congolais évoluant au pays et à l'étranger, et défend aussi les intérêts des joueurs étrangers évoluant en République démocratique du Congo.

M.E.

## COOPÉRATION CULTURELLE

## Des élèves allemands émus de leur séjour à Brazzaville

Au terme d'une semaine de visites intenses de la ville de Brazzaville et ses environs puis de partage d'expériences avec les élèves du lycée Chaminade, cinq élèves du lycée Romain-Rolland de Dresde en Allemagne ont exprimé, le 20 mai, leur admiration pour la culture congolaise.

Lors d'une cérémonie organisée à leur honneur par l'ambassade de l'Allemagne au Congo, les cinq élèves dont quatre filles et un garçon puis deux enseignants ont rappelé les moments « formidables et inoubliables » qu'ils ont vécus à Brazzaville.

Selon eux, ce genre d'initiative de partage d'expériences est une manière de favoriser la mondialisation et de garantir une vision commune pour la jeunesse concernant le développement de certains secteurs essentiels.

« J'arrive pour la première fois en Afrique mais franchement, c'est un continent formidable. Vu de l'Europe, nous avons un regard peu attrayant, mais là j'ai envie d'y rester encore. C'est une chance énorme de découvrir le Congo et ses prestiges. Nous avons vécu de bonnes expériences et appris des choses qu'on ne savait pas. J'ai beaucoup aimé le côté ouvert des élèves congolais car, j'étais déjà en France, les Congolais ont une capacité



Les élèves allemands exprimant leur joie au terme du séjour/Adiac

de compréhension et d'adaptation facile grâce à leur épanouissement », a signifié Katharina Gudat, l'une des membres

de la délégation allemande.

Pour sa part, l'unique garçon du groupe a beaucoup aimé le côté touristique de la ville mais aussi

l'aspect culinaire de Brazzaville.

Il a promis d'exporter l'un des aliments de base du Congo. « J'ai découvert et aimé le

**« J'ai découvert et aimé le fufou. J'irai en parler à mes amis et ma famille. J'ai même appris à le préparer »**

fufou. J'irai en parler à mes amis et ma famille. J'ai même appris à le préparer », a-t-il lancé en substance.

Ils ont, en outre, plaidé pour l'organisation de façon régulière et mutuelle de ces voyages de visite entre les deux pays.

Lors de son mot de circonstances, l'ambassadeur plénipotentiaire de la République d'Allemagne au Congo, Wolfgang Klapper, a indiqué que le séjour de ces élèves à Brazzaville était un moment passionnant. Il a également loué les bonnes relations qui existent entre le Congo et l'Allemagne.

En tout cas, l'ambiance était au rendez-vous lors de cet instant de convivialité. Outre les démonstrations de danse entre les différents élèves, les artistes danseurs, slameuses, chanteuses, percussionnistes et mannequins ont émerveillé le public, qui avait fait le déplacement pour la résidence de l'ambassadeur, où s'est tenue la cérémonie.

Rude Ngoma

## UNESCO

## La Semaine africaine édition 2022 s'ouvre ce 23 mai

La Délégation permanente de la République de Côte d'Ivoire auprès de l'Unesco, en sa qualité de présidente de la Commission communication de la Semaine africaine, convie cordialement le public à venir vivre la grande fête, à la Maison de l'Unesco, les activités de la manifestation annuelle organisée par les Délégations permanentes africaines auprès de l'Unesco en l'honneur de l'Afrique et de sa place au sein de cet organisme onusien.

Placée sous le haut patronage d'Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire, l'édition de cette année se déroulera du 23 au 25 mai au siège de l'Unesco, Place Fontenoy à Paris. L'objectif visé demeure d'accroître la visibilité de l'Afrique à travers la mise en valeur de la diversité de son patrimoine culturel et artistique autour du thème « Autosuffisance, résilience et développement économique de l'Afrique ».

De ce fait, autour de ce thème qui s'inspire directement de celui adopté par les chefs d'Etat de l'Union africaine lors de leur dernière session, les ambassadeurs, Délégués permanents des Etats africains auprès de l'Unesco entendent, comme lors des éditions précédentes d'une part, perpétuer la triple vocation (réflexive, festive et prospective) de cet événement, et d'autre part, amorcer, dans sa conception générale, une mutation essentielle, en se focalisant davantage désormais, sur les priorités ; les enjeux et les urgences africaines, dans le contexte mondial actuel.

C'est dans cette optique que la journée du 23 mai devra inaugurer, de 15 à 18 h, un cycle de « Conférences magistrales »,



Exposition de Vanessa Agnagna à la Semaine africaine de l'Unesco

dont la première sera confiée à Akinwumi Adesina, résident du Groupe de la Banque africaine de développement et la seconde à Wilfrid Lauriane do Rego, président du Conseil présidentiel à

l'Elysée.

Au programme, plusieurs activités et festivités mettant en valeur la richesse du patrimoine, la diversité culturelle et le savoir-faire de l'Afrique en matière d'innova-

tion agricole : bazar, expositions, conférences, projections de films, gastronomie.

Également au menu, le Salon des auteurs africains, qui en est à sa troisième édition. Il se tiendra en

présentiel et en virtuel, offrant la possibilité aux auteurs d'exposer leurs ouvrages et de participer à des animations (interviews, débats, témoignages, webinaires littéraires, tables rondes dont l'une d'entre elles sera animée par l'écrivain Marien Fauney Ngombé).

La délégation congolaise auprès de l'Unesco, avec l'ambassadeur Henri Ossebi, pilotera les activités de la Commission scientifique.

Une soirée de gala viendra clore ces festivités le 25 mai de 18 h à 21 h.

Organisée chaque année depuis 2003, la Semaine africaine de l'Unesco s'inscrit dans le cadre de la célébration de l'anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine, devenue Union africaine, créée le 25 mai 1963 en Ethiopie.

Créée le 16 novembre 1945 à la suite des dégâts et des massacres de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) est une institution spécialisée des Nations unies. Elle est engagée dans la promotion de la paix par la coopération internationale en matière d'éducation, de science et de culture.

Marie Alfred Ngoma

## JOURNÉE INTERNATIONALE DU VIVRE ENSEMBLE EN PAIX

## Des jeunes réunis autour des activités socioculturelles

Célébrée le 16 mai de chaque année, la Journée internationale du vivre ensemble en paix est une occasion pour les Nations unies à continuer d'agir en faveur de la réconciliation afin de contribuer à la paix et au développement durable.

En République du Congo, l'événement a donné lieu à l'organisation des activités sportives et socioculturelles. Il s'agit notamment des matches de football, d'une marche sportive, des compétitions de jeu de dame, de scrabble, de nzingo et de pétanque ainsi qu'un défilé des sapeurs, organisés au Square de Gaulle par l'association Vumbuka que dirige le conseiller municipal Donald Fylla Saint-Eudes en partenariat avec la Commission nationale pour l'Unesco et le Guide de Bacongo.

Pour la représentante de l'association Vumbuka, Olivia Bumba Fylla, s'unir pour un monde meilleur est une quête permanente. « *L'unité, la réconciliation, donc le vivre-ensemble, constituent une voie à sens unique pour la restauration de la paix, la sécurité, le respect du droit de l'homme et le développement. Vivre ensemble en paix, c'est accepter les différences, être à l'écoute, faire preuve d'estime, de respect, de reconnaissance envers autrui et vivre dans un esprit de paix et d'harmonie*



», a-t-elle déclaré. En effet, au Congo, la Commission nationale pour l'Unesco est le service qui joue

le rôle d'organe de consultation, de liaison et d'information. « Elle mobilise et coordonne des partenaires avec

la société civile et apporte une contribution substantielle à la réalisation des objectifs de l'Unesco et à l'exé-

cution de son programme », a expliqué son secrétaire général adjoint, Gervais Ndokekia. Selon lui, la Journée du vivre ensemble en paix est un moyen de mobiliser régulièrement les efforts de la communauté internationale en faveur de la paix, de la tolérance, de l'inclusion, de la compréhension et de la solidarité. « *C'est l'occasion pour tous d'exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité, en vue de bâtir un monde viable reposant sur la paix, la solidarité et l'harmonie* », a conclu le secrétaire général adjoint de la Commission nationale pour l'Unesco.

Notons qu'à travers cette commémoration, les Etats membres sont invités à la paix et au développement durable, notamment en collaborant avec les communautés, les chefs religieux et d'autres parties prenantes, en prenant des mesures de réconciliation et de solidarité et en incitant les êtres humains au pardon et à la compassion.

Parfait Wilfried Douniama

« **C'est l'occasion pour tous d'exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité, en vue de bâtir un monde viable reposant sur la paix, la solidarité et l'harmonie** »

## CINÉMA

## « Psychose », entre amour et trahison !

Le deuxième long-métrage du réalisateur congolais Joy Christ Mac, « Psychose », a été projeté en avant-première le 19 mai à Canal Olympia, en présence de l'équipe de production et des acteurs, des professionnels du septième art et des cinéphiles congolais. Sur fond de suspense, le film aborde la question de confiance dans les relations en société.

Co-écrit par Joy Christ Mac, Estelle Ndinga et Mike Combo, « Psychose » c'est l'histoire d'un couple qui se rend à la campagne pour changer d'air et se ressourcer. Malheureusement, durant ce séjour, le jeune couple est victime d'un drame. Une avant-première qui laisse l'eau à la bouche aux spectateurs car la fin de l'histoire n'a pas été révélée. A en croire le réalisateur, le long-métrage s'inspire des réalités vécues sous les angles de l'amour et de la trahison. « Je suis parti d'un couple qui a des amis dont chacun a son comportement, pour présenter la trame de « Psychose ». Et en regardant le film, on remarque combien leur comportement a grandement influencé le couple », a déclaré Joy Christ Mac.

« Psychose » se veut donc une interpellation à faire attention sur l'entourage ; sur les rêves et les prémonitions que l'on pourrait avoir de temps en temps. Au terme de la projection du film, l'équipe de réalisation et de production, conduite par Joy

Christ Mac, s'est dite satisfaite du résultat obtenu quoiqu'accompli avec des moyens du bord. « *Quand on parle de production, on voit le budget. Finance, finance... On a donc fait simple avec les moyens à notre disposition. Et ce n'était pas du tout facile. A ce propos, je félicite l'ensemble du casting qui s'est donné à fond pour que nous relevions ce défi : Estelle Ndinga, Mike Combo, Merveille Ndala, Aime-le Brel, Félicité Kinkonda, Massy Mbouala et Falcainrangel Banzamio...* », a confié le réalisateur congolais.

Pour Daisy Samba, un spectateur brazzavillois, « Psychose » mérite une admiration. « *Je n'assiste pas, la plupart du temps, à la projection de films réalisés par des Congolais. Ce soir, c'est ma première fois de suivre une œuvre locale et j'ai beaucoup apprécié le talent et le travail de nos jeunes acteurs congolais. Ces jeunes méritent d'être soutenus dans leurs efforts. Le film*



n'étant pas encore achevé, je serai ravi de voir comment se termine cette histoire un peu folle », a-t-il confié.

Notons que « Psychose » a été tourné en quatre mois, avec une post-production ayant duré près de cinq mois jusqu'à la projection du film. Brazzaville et le Pool ont été les principaux sites de filmage ; on le remarque, d'ailleurs, à travers les prises de vues en hauteur qui peignent avec beauté différents paysages

Les acteurs et le réalisateur, à l'extrême droite, posant au terme de la projection du film/Adiac du centre-ville de Brazzaville, du marché Total à Bacongo, de la ville de Kinkala ou encore du village Ntoula. Pour le réalisateur, l'idée derrière « Psychose » est de montrer qu'au Congo, il y a de beaux endroits, une belle verdure et aussi de magnifiques campagnes.

« *On a produit un film, on l'a sorti, nous sommes disposés à recevoir les critiques en vue de nous améliorer. Peut-être que le film aura une suite,*

peut-être qu'aussi non, tout dépendra des remarques et suggestions faites à notre égard. Pour ce qui est de la sortie finale, nous communiquerons dès que possible sur les réseaux sociaux et les médias », a noté Joy Christ Mac qui a également à son actif un long-métrage « Dabie », un court-métrage « L'origine », une série-télévisée « Ancre » en cours de finalisation et biens d'autres.

Merveille Atipo

## THÉÂTRE

## Le FTSPN a tenu son pari

La dixième édition du Festival de théâtre scolaire et universitaire et de la mode africaine (FTSPN) a pris fin le 20 mai à l'Espace culturel Yaro de Pointe-Noire avec la remise des lauriers aux écoles, élèves et étudiants méritants.

En dépit des moyens très modestes et un contexte économique difficile, le Cercle des jeunes artistes créateurs que dirige Cardy Cardelin Babakila, directeur du FTSPN, l'a organisé pendant deux jours en réunissant les établissements scolaires et universitaires tels Dora l'exploratrice, Cepec de Songolo, Tremplin, Dom-Helder-Camara, Grain de Senevé, Trois glorieuses, la Haute école Léonard-de-Vinci à l'Espace culturel Yaro.

Placées sur le thème "La mission parentale pour une jeunesse responsable", les retrouvailles théâtrales juvéniles ont permis aux jeunes comédiens de s'exprimer, bravant la timidité, la peur et le stress devant le jury et le public venu nombreux encourager les élèves et universitaires. "L'école est un lieu privilégié de formation des citoyens, d'émancipation de



l'individu par l'apprentissage de la liberté et de la responsabilité, de la citoyenneté, du respect des droits de l'homme», a dit Cardy Cardelin Babakila. " Depuis dix

ans, nous nous évertuons pour que les établissements scolaires cessent d'être des foyers de tensions, de désordre ou d'indiscipline en leur inculquant les vertus de l'art et du théâtre qui sont des facteurs d'union et du vivre-ensemble car un pays sans jeunesse consciente va à la dérive. Nous voulons que les pouvoirs publics, sponsors et autres mécènes nous accompagnent en appuyant le projet", a-t-il ajouté.

Ainsi, après la démonstration du mini défilé de mode des mannequins du CAM habillés par les stylistes locaux, la parade des danseurs contemporains et le défilé de tous les établissements participants, les représentations théâtrales ont été ouvertes en catégorie primaire par l'école privée

Dora l'exploratrice qui a joué la pièce de théâtre "La patronne", suivie de l'école Tremplin dans "Apocalypse" et Dom-Helder-Camara qui a joué "Le problème". La catégorie collège est entrée en lice en mi-journée avec Grain de Senevé dans "Tout ou Rien", Dora l'exploratrice dans "Le juge inculpé", Cepec de Songolo dans le "Royaume sans successeur" et Dom-Helder-Camara qui a joué "La femme d'affaires". La seconde journée a vu la prestation des lycées et universités. Les différentes prestations ont été notées par le jury qui s'est prononcé sur la diction, la prestation scénique, le respect du temps de passage, etc.

## Les lauréats de la 10e édition du FTSPN

Catégorie primaire :

Meilleure comédienne : Bayonne Rachelvie (Tremplin).

Meilleur comédien : Chedjou Angel (Tremplin).

Meilleur spectacle : «Apocalypse 1» joué par l'école le Tremplin (Nkoukou).

Catégorie collège :

Meilleure comédienne : Mike-Lia Soraya (Dom-Helder-Camara).

Meilleur comédien : Missenge Richard Jonathan (Dora l'exploratrice)

Meilleur spectacle : «Le juge inculpé» joué par l'école Dora l'exploratrice (Mvou Mvou).

Catégorie lycée :

Meilleure comédienne : Mayela Patricia (Les trois glorieuses).

Meilleure comédienne 2e rôle :

Passi-Mouba Marjorie (Dom-Helder-Camara).

Meilleur spectacle : «L'oracle» joué par l'école Dom-Helder-Camara (Centre-Ville).

Catégorie université :

Meilleure comédienne : Felicia Eve (La Haute école Léonard-de-Vinci).

Meilleur comédien : Missamou Iss-Lond (La Haute école Léonard-de-Vinci).

Meilleur spectacle : «Le mort vivant» joué par la Haute école Léonard-de-Vinci (Centre-ville).

Prix du jury :

«Apocalypse 1» joué par l'école le Tremplin (Nkoukou).

Hervé Brice Mampouya

## HUMEUR

## Où sont passés les contrôleurs des prix ?

Ce billet d'humeur est un cri d'alarme et de désolation qui traduit des grincements de dents de la population face à la nonchalance des services du commerce qui laissent libre-cours à la flambée des prix quelque peu « sauvage » des marchandises.

Même des denrées alimentaires produites localement ont vu leurs prix augmentés sauvagement sur nos marchés. Une anarchie soigneusement orchestrée par des vendeurs ayant pour unique prétexte « la guerre entre la Russie et l'Ukraine ». Dans nos marchés domaniaux et d'autres de fortune, les acheteurs sont totalement à la merci des vendeurs mal intentionnés qui ne s'inquiètent de rien, puisqu'aucun contrôle des prix digne de ce nom ne leur est imposé. Et pourtant les contrôleurs sont bien là dans nos villes.

Toutes les marchandises ont vu leur prix galoper de façon extravagante. Même les produits importés arrivés sur le territoire national bien avant le déclenchement de ce « prétexte » de guerre ont des prix qui sont passés du simple au triple.

Si hier, une cheffe de ménage pouvait se rendre au marché avec 3 000 FCFA et avoir de quoi nourrir quotidiennement sa famille, aujourd'hui, c'est une chose impossible, car ce montant ne représente actuellement qu'un quart de kilo de viande-triple. C'est ce que le commun des mortels appelle maintenant « le manger par délestage ».

Les commis au contrôle des prix des marchandises ne manquent pas de stratégies pour mettre fin à cette anarchie qui s'éternise, car les textes et lois de la République leur permettent d'arrêter cette hémorragie qui ne dit pas son nom. Il y a eu un moment où dans des marchés, le ministère en charge des questions commerciales exigeait l'affichage des prix des marchandises et l'usage des balances commerciales ou encore l'utilisation de la mercuriale qui renseigne sur des prix. Aujourd'hui, toutes ces choses ont disparu et chaque vendeur pratique des prix à sa propre guise sans être inquiété.

Si réellement c'est le conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine qui serait à l'origine de cette flambée des prix de marchandises, pourquoi certains produits dont les matières premières sont importées ont gardé des mêmes prix ? A titre d'exemple, des prix des bouteilles de bière. « Avec cette allure-là, si rien n'est fait pour parer au plus vite, il serait difficile que ces prix redescendent », s'est exprimée une maman, cheffe de famille, sortant du marché de la Patience à Makayabou, dans le cinquième arrondissement de Pointe-Noire, Mongo-Mpoukou.

Contrôleurs des prix, agissez avec efficacité, sinon la situation deviendra insupportable et plus qu'amère. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

## LIVRES

## Deux ouvrages seront présentés le 23 juin aux «Dépêches de Brazzaville»

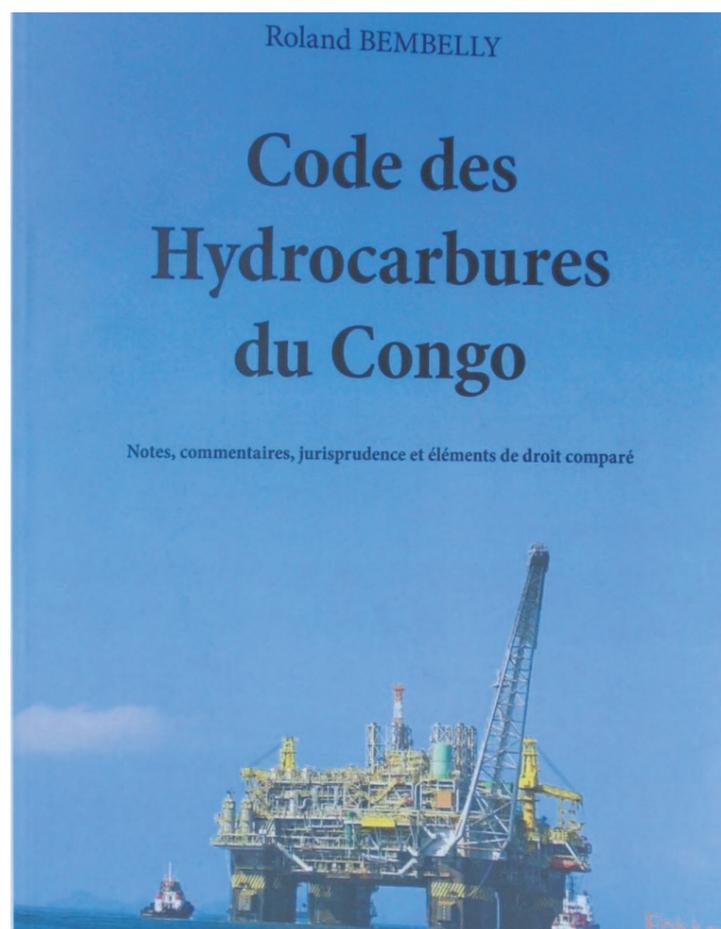
Les juristes Roland Bembelly et Annicet Cyriaque Nassy Pratt vont présenter et dédicacer leurs ouvrages, le 23 juin à Brazzaville, dans les locaux du quotidien « Les Dépêches de Brazzaville ».

Les ouvrages « Code des hydrocarbures du Congo » paru en 2019 et le « Précis de sous-traitance au Congo, nouvelle réglementation de la sous-traitance pétrolière » paru en 2020 aux éditions Edilivre et Publibook (France), écrits par Me Roland Bembelly, docteur en droit (Paris X), avocat à la Cour, et Annicet Cyriaque Nassy Pratt, diplômé en droit des affaires (Université Bordeaux IV), consultant au Cabinet Jufi consulting, seront présentés et dédicacés par leurs auteurs.

A travers une cérémonie sobre et conviviale, les auteurs vont échanger et discuter avec le public.

Cette activité n'a pu se tenir les deux précédentes années à Brazzaville en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie du coronavirus.

H.B.M.



## PRÉSIDENTE BDEAC

## Le Tchad sollicite l'implication du Congo

Le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, a échangé, le 20 mai à Brazzaville, avec le ministre tchadien de l'Economie, de la Planification, du Développement et de la Coopération internationale, Mahamat Hamid Koua, porteur d'un message du président de la transition au Tchad, Mahamat Idriss Déby Itno.



Entretien entre Denis Sassou N'Guesso et Mahamat Hamid Koua

A l'issue de l'audience, le ministre tchadien a expliqué que le message du président de transition a concerné le renforcement de la coopération sous-régionale entre les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

« Ce message a trait aux règles de gouvernance et de la bonne marche des institutions de la sous-région, précisément le cas de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale. Nous avons été informés des décisions importantes qui ont été prises concernant cette institution et nous avons des préoccupations à soumettre au président Denis Sassou N'Guesso pour solliciter son implication personnelle afin de résoudre ce problème. Parce que cet outil de développement dont

nos pays ont bénéficié et continuent à bénéficier est extrêmement important », a déclaré Mahamat Hamid Koua. La nomination, le 13 avril dernier, de l'actuel vice-gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, le Camerounais Dieudonné Evou Mekou, au poste de président de l'institution, ne fait pas l'unanimité. Il avait été nommé par le président camerounais, Paul Biya, en sa qualité de président en exercice de la Cémac. Les autorités tchadiennes estiment que la procédure n'a pas été respectée.

« Nous sommes très satisfaits parce que le président de la République a garanti son implication personnelle pour trouver une solution diplomatique afin de gérer la situation devant permettre à cette institution de continuer à répondre aux besoins des populations des pays de

l'Afrique centrale », a indiqué le ministre tchadien de l'Economie. Pour éviter toute crise pouvant déboucher sur une paralysie institutionnelle, deux rendez-vous majeurs sont prévus en juin prochain.

Denis Sassou N'Guesso et Mahamat Hamid Koua ont également évoqué les relations d'amitié et de coopération que le Congo et le Tchad entretiennent toujours. « Nous avons toujours de bons rapports historiques, d'amitié et de fraternité entre le Tchad et le Congo. Quant à la question de l'économie, en Afrique centrale les économies sont beaucoup plus tributaires des matières premières et les échanges entre nos deux pays pourront encore être améliorés », a affirmé Mahamat Hamid Koua.

Yvette Reine Nzaba

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE  
DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE DE HANDBALLLa DGSP termine  
au podium

L'équipe de la DGSP après avoir reçu les médailles/DR

Après plusieurs rencontres de haut niveau, les Congolaises du club de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) ont occupé la deuxième place de la compétition. Ce classement offre à l'équipe championne du Congo la médaille d'argent. Au terme de la 38e édition du Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe de handball qui s'est déroulée du 10 au 19 mai à Niamey, au Niger, la représentante du Congo a réalisé presque un sans-faute puisqu'elle a totalisé trois victoires et une défaite.

Les Angolaises de Petro ont occupé la première place après avoir survolé tous leurs adversaires. Les Camerounaises du FAP arrivent à la 3e place et les Ivoiriennes de Bandama ont bouclé le classement.

Rude Ngoma

## RÉFLEXION

## Ouvrons donc les yeux !

Les événements tragiques que nous vivons depuis des mois – guerre en Ukraine, affrontement plus ou moins larvé des Grands de ce monde, menace d'utilisation des armes nucléaires, désordre économique et financier, résurgence des pandémies, effets dramatiques du dérèglement climatique, montée en puissance du terrorisme etc., etc., etc... – ont au moins un avantage : celui de nous ouvrir les yeux sur l'incapacité de l'homme moderne à se protéger et donc à assurer sa survie.

Une prise de conscience d'autant plus grande, d'autant plus forte que la plupart des humains croyaient naïvement jusqu'à présent que les progrès scientifiques et les avancées en cours – effacement du temps comme de

l'espace par les nouvelles technologies de la communication et par l'essor de l'intelligence artificielle notamment – leur permettraient de protéger la société dans laquelle ils vivent depuis des siècles.

Disons-le clairement : jamais l'humanité, notre humanité, n'a été si proche de disparaître comme ne cessent de le dire et de le prouver les scientifiques des cinq continents sans être réellement entendus par les gouvernants du temps présent. Ceci alors même qu'elle a tous les moyens techniques de prévenir les catastrophes naturelles prévisibles en protégeant la nature qui l'entoure, en mettant fin à la course aux armements qui tôt ou tard provoquera de nouvelles guerres mondiales, en prenant donc véritablement conscience de sa vulnérabilité, de son incapacité à

prévenir le pire et en cessant de croire que la suprématie acquise non sans mal au cours des millénaires précédents n'est en réalité qu'une utopie.

Ce qui précède mérite d'autant plus d'attention que l'espèce humaine croît, autrement dit grandit et s'étend sur toute la surface du globe terrestre à un rythme ultrarapide, ce qui ne peut qu'aggraver à plus ou moins court terme les problèmes qui la menacent. Comptant quelques centaines de millions d'êtres il y a à peine un siècle, elle atteindra, voire même dépassera les dix milliards avant la fin du siècle dont nous vivons les premières décennies. Avec des conséquences dont nous n'avons pas véritablement conscience aujourd'hui même si les experts tirent de plus en plus fort la sonnette d'alarme comme

on peut le constater en surveillant quotidiennement l'actualité.

Prenons donc conscience tant qu'il en est temps du fait que nous sommes en vérité une espèce animale comme les autres, vouée au pire – sa destruction pure et simple – si elle ne prend pas dès maintenant les décisions capables de la protéger contre elle-même. Le cerveau que nous avons su développer tout au long des dizaines de millions d'années précédentes en est certainement capable, mais il faut le mobiliser globalement si nous voulons y parvenir.

Oui il est temps de regarder la vérité en face et de mettre un terme aux nuisances de toute nature que nous avons suscitées jusqu'à présent en nous croyant éternels !

Jean-Paul Pigasse